RENCONTRES de la SOCIAL-ÉCOLOGIE

Beaucouzé
20 septembre 2025

LA SOCIAL-ÉCOLOGIE POUR RASSEMBLER LA GAUCHE EN RÉPONDANT AUX DÉFIS DU 21E SIÈCLE

définissons-la ensemble !

→ Participez à la rédaction du manifeste

Il y a maintenant 6 ans, à Erdeven dans le Morbihan, nous lancions officiellement le mouvement Ensemble sur nos territoires (ESNT), autour de trois enjeux : porter un projet de transformation écologique et sociale, s'appuyer sur les territoires, et œuvrer au rassemblement des gauches écologistes et sociales.

6 ans après, alors que le risque d'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite est plus important que jamais, nous pensons urgent de s'accorder sur un projet de transformation fort, cohérent et concret, capable de parler à l'ensemble des citoyens de ce pays, et tout particulièrement à ces classes moyennes et populaires qui se laissent séduire par les discours populistes et démagogiques du Rassemblement national.

Présente dans bien des expressions à gauche, parfois comme mot magique ou fourre-tout, la social-écologie nous semble effectivement le cœur d'un projet permettant de rassembler et de gagner les prochaines élections. Reste donc à la préciser, au-delà des slogans et de quelques livres…

Comme nous nous y étions engagés l'année dernière, et en s'appuyant notamment sur les échanges lors des premières rencontres de Beaucouzé en 2025, ESNT y a travaillé et vous propose aujourd'hui un premier texte, évidemment encore incomplet. Nous l'avons voulu sans tabous et en évitant les phrases de compromis qui ne heurtent personne mais ne disent finalement pas grand-chose… Nous avons voulu un texte-manifeste qui énonce clairement que la social-écologie ce n'est ni une social-démocratie qui intègrerait de l'écologie ou de l'écologie politique qui se préoccuperait de social, mais un véritable dépassement de ces deux pensées-socles de nos histoires politiques aujourd'hui dans l'impasse.

Nous vous proposons de finaliser ce texte avec vous dans le courant de l'automne.

Est-il compréhensible ? Manque-t-il des éléments essentiels ? En partager vous les grands principes ?

Vos retours sont importants, et nous vous en remercions par avance.

Bonne lecture !

RONAN DANTEC
Président d'ESNT
Sénateur de Loire-Atlantique

LAURENT WATRIN
Secrétaire général d'ESNT
Adjoint au maire de Nancy

COMMENT CONTRIBUER ?

La contribution est ouverte à tous, vous pouvez réagir par mail et nous adresser vos remarques sur contact@esnt.fr

La rédaction finale, à partir de ces contributions, ouvertes jusqu'au 15 février 2026, sera élaborée sous la responsabilité d'ESNT.

Aussi, si la démarche vous intéresse, nous ne pouvons que vous inciter à nous rejoindre en adhérant sur le site d'ESNT : ensemblesurnosterritoires.fr. Mouvement politique de rassemblement, ESNT accepte l'adhésion de personnes membres d'autres partis. Nous vous proposons dans ce cas un statut de « membre associé » qui vous permettra de ne pas être en situation de double appartenance, refusée par certains partis.

ensemble sur nos territoires

septembre 2025
design graphique : latelierdelestuaire.com
photographie : Tim Fox

La social-écologie pour répondre aux défis du 21e siècle, en rassemblant la gauche

La période que nous vivons est particulièrement lourde de menaces. Les crises s'additionnent et bousculent nos repères, remettent en cause nos projections vers un futur que nous espérons meilleur. Annoncées de longue date par les écologistes, les crises environnementales sont là : le réchauffement climatique n'est plus simplement un risque, mais déjà un ensemble de conséquences auquel nous peinons à faire face : sécheresses, canicules, inondations… et nous n'en sommes encore qu'à 2 degrés d'augmentation des températures moyennes, quand la communauté scientifique nous annonce une trajectoire inéluctable vers plus 4 degrés en Europe dans la deuxième moitié du 21e siècle, avec des impacts structurels préoccupants sur nos agricultures, nos consommations énergétiques, notre santé et de nombreux habitats naturels, entrainant d'importants déplacements de population.

Mais si, dans nombre de discours écologistes, le dérèglement du climat, l'érosion de biodiversité et la « finitude de la planète » apparaissent comme les crises-socles, s'imposant comme priorité politique, la réalité du monde ne dit pas les mêmes urgences. L'agression russe sur l'Ukraine n'a pas de lien direct avec la crise climatique, même si elle souligne l'importance des énergies fossiles, du gaz et du pétrole, dans les rapports de force géopolitiques. Elle rappelle brutalement que les impérialismes expansionnistes, s'appuyant sur des nationalismes exacerbés, n'ont pas disparu et regagnent même de la vigueur. De fait, la lutte entre démocraties et totalitarismes reste un enjeu essentiel du moment et des prochaines décennies. Eviter la victoire russe en Ukraine est un impératif pour conserver la perspective d'une régulation multilatérale du monde, et préserver le cadre de concrétisation des accords internationaux, dont l'accord de Paris sur le climat.

Dans un autre registre, les conflits qui minent le proche orient de la Syrie au Liban et entre Israël et la Palestine, trouvent leurs racines nombreuses et complexes en dehors des grands enjeux environnementaux même si, là aussi, l'accès aux ressources naturelles, notamment l'eau, constitue une composante indéniable des tensions récurrentes entre ces acteurs. Sur ces terrains l'Europe devrait prendre toute sa place et utiliser son poids d'acteur économique majeur du bassin méditerranéen au service d'une paix vraiment durable.

Ainsi, notre projet s'inscrit clairement dans une perspective de renforcement de la construction européenne. Sur les enjeux de droits humains ou de réponse aux défis environnementaux mondiaux, l'Europe a toujours été le moteur du multilatéralisme. Malgré ses imperfections et ses limites, l'Europe politique a débattu démocratiquement et décliné l'accord de Paris dans des politiques publiques et des budgets dédiées aux transitions écologiques. Elle ne nie pas la science, ne remet pas en cause les rapports du GIEC ou de l'IPBS qui nourrissent nos débats et projections. L'Europe politique a également su promouvoir la solidarité entre ces Etats membres pour réduire les écarts entre ces différentes régions et ainsi promouvoir un développement partagé.

La social-écologie, projet européen et local

L'Europe porte un projet démocratique et social que nous devons réaffirmer et consolider, en soulignant que c'est dans les villes et les territoires qu'il peut se décliner et se matérialiser, en plaçant les classes populaires et moyennes au cœur de ce projet.

Dans ce nouveau désordre mondial, nos démocraties européennes apparaissent fragiles, menacées par la montée des populismes. Il nous faut donc forger des réponses face à des crises multiples, complexes et interconnectées au moment où une majorité de

citoyennes et citoyens ont perdu confiance dans les formations politiques républicaines, et en particulier dans les forces de gauche. Sans reconquête politique du cœur de nos sociétés, les classes populaires et les classes moyennes, nous ne pourrons élaborer et mettre en œuvre les politiques publiques permettant de répondre aux crises mentionnées.

Pour opérer cette reconquête la social écologie entend proposer un nouveau discours, non culpabilisant, en reconnaissant les contraintes auxquelles sont exposées ces personnes, en respectant leurs aspirations et en rappelant que des efforts plus conséquents sont attendus des plus riches.

L'ambition du projet social écologique n'est donc pas simplement d'énoncer les bases de réponse théorique à ce monde en crise, mais bien de consolider une majorité démocratique autour d'un nouveau contrat social, permettant la mise en œuvre de ce projet. Cette nécessité politique oblige à sortir des zones de confort d'une gauche morcelée, peu capable d'autocritique, constituant une addition d'offres politiques segmentées, cherchant toutes à plaire à des électorats précis, réputés historiques.

Le projet est ambitieux : l'enjeu de la dynamique-social-écologiste ouverte, par essence, à des itinéraires individuels et collectifs différents, est bien de contribuer à casser cette logique de silo des offres de gauche, de tenter une nouvelle synthèse autour de valeurs claires mais aussi d'analyses lucides d'une société en difficulté, qui attend des réponses correspondant à la réalité de son quotidien et ses aspirations. En ce sens, la social-écologie constitue une novation politique devant répondre aux impasses de la social-démocratie et de l'écologie politique.

La social-écologie pour remplacer la social-démocratie ?

La social-démocratie s'est construite dans un contexte particulier, avec une ambition affirmée et en préconisant une méthode spécifique1.

Le contexte est celui de la révolution industrielle du 19e siècle impulsant une très forte poussée productive en Europe, avec l'introduction du charbon dans l'équation énergétique et le développement de l'industrie manufacturière. Cette révolution industrielle est marquée par trois caractéristiques majeures :

→ *Une transformation profonde de la consommation énergétique, le charbon venant s'ajouter aux énergies renouvelables – eau, vent, biomasse – qui structuraient jusque-là la société, l'agriculture, l'artisanat et l'industrie naissante.*

→ *Une mobilisation très importante de l'investissement public, notamment pour déployer un réseau de transport des personnes et des marchandises devant absorber les besoins de mobilité des biens et surtout des marchandises, mobilité facilitée et accélérées par le développement de la machine à vapeur.*

→ *L'émergence d'une dynamique d'innovation technologique tirée par la volonté d'optimiser la productivité des industries en plein essor.*

Cette poussée industrielle se traduit aussi par des effets sociaux et politiques très sensibles : la rupture avec les équilibres précédents, les ordres et les jurisprudences anciennes et le creusement accéléré des inégalités, fabriquant par dizaines de millions des travailleurs de plus en plus indigents, ceux qu'on appellera les damnés de la terre.

La révolution industrielle marque aussi une accélération de la mondialisation des échanges, initiée avec la colonisation portée par les pays européens, mondialisation qui prendra, après la deuxième guerre mondiale, un essor considérable avec quelques apports intéressants mais aussi des effets particulièrement néfastes.

1 Comme le rappelle David Djaïz, essayiste et enseignant à Science Po

La question politique est alors de comprendre comment tordre cette révolution industrielle pour qu'elle accouche d'institutions porteuses de plus de justice, et de mécanismes de solidarité permettant de contrer les effets délétères de la poussée productive. La réponse apportée par la social-démocratie, résultant de la demande sociale du monde du travail, sera de promouvoir le partage des richesses produites par la révolution industrielle pour tenter de réduire les inégalités entre les différentes catégories sociales au sein des pays industrialisées et entre ces pays et ceux considérés « en développement ».

En termes de méthode, la social-démocratie ne craint pas d'exercer le pouvoir. Elle entend se construire dans le dialogue avec les différentes composantes de la société, en particulier avec les partenaires sociaux et, à ce titre, elle n'a pas peur de négocier et de faire des compromis.

Cette lecture de ce que voulait être une social-démocratie exigeante, radicale dans ces ambitions, laisse penser qu'elle n'a pas vraiment atteint ses objectifs. En France, la tradition communiste a longtemps dominé la gauche avant que le mouvement socialiste ne prenne le dessus, évoluant, au fil du temps, vers un centrisme gestionnaire alternant entre des slogans tonitruants, comme « mon ennemi, c'est la finance ! », et une pratique gouvernementale édulcorée, s'apparentant à un « technocratisme » conservateur insuffisamment redistributeur

Le quinquennat de François Hollande aura ainsi marqué une profonde rupture entre le « peuple de gauche » et la social-démocratie, apparaissant de plus en plus comme privilégiant les classes moyennes urbaines supérieures au détriment des classes populaires, et ménageant le grand capital. L'émergence de Jean-Luc Mélenchon est directement liée à ce sentiment de trahison particulièrement marqué avec l'arrivée de Manuel Valls, ouvertement social-libéral.

Proposer une alternative ambitieuse à l'écologie politique

Force est de constater que l'écologie politique, de l'émergence des Verts et de Génération Écologie à la situation actuelle n'a pas réussi à s'installer comme composante pesant sur l'échiquier politique, même si elle a su gagner quelques grandes villes et métropoles, en s'adressant aux classes supérieures urbaines, demandeuses d'un environnement et d'une offre culturelle de qualité. Les faibles scores réalisés aux scrutins nationaux, en dehors des accords entre partis pour assurer une présence écologiste à l'Assemblée nationale et au Sénat, tendent à démontrer que l'écologie politique n'a pas su proposer un projet attractif, novateur et fédérateur. S'il est avéré qu'une majorité de la population est inquiète de la dégradation des conditions environnementales, du local au global, il faut aussi admettre qu'elle n'en fait généralement pas la priorité de son vote.

De plus, le discours porté par les écologistes reste aujourd'hui encore anxiogène, culpabilisateur, mettant l'accent sur les efforts de sobriété à mettre en œuvre. Cette injonction à faire des efforts pour résoudre la crise écologique devrait s'adresser d'abord aux plus riches, mais elle est surtout, et de plus en plus, entendue par les classes moyennes comme un risque supplémentaire de baisse de leurs revenus, d'atteinte à leur propre liberté individuelle. Ce fut, il faut bien le reconnaître, un élément fort du déclenchement de la crise des gilets jaunes.

L'écologie politique qui s'est longtemps positionnée comme partenaire, ou plutôt supplétif, des socialistes, sous-traitant ainsi les questions écologiques, n'a pas su s'approprier pleinement les enjeux sociaux, pourtant intimement connectés aux questions environnementales.

En parlant de décroissance et en appelant à réduire notre consommation alors que le pouvoir d'achat d'une majorité de français est en berne, les écologistes ont nourri les peurs, offrant à l'extrême-droite un boulevard pour dénoncer l'écologie punitive sanctionnant les Français modestes.

Ainsi, le vote écologiste relève principalement des catégories sociales éduquées des grandes villes. S'il y a toujours eu une volonté affirmée des mouvements écologistes de s'ouvrir aux populations plus défavorisées, sans résultat électoral significatif, les classes moyennes, souvent péri-urbaines, restent, elles, un impensé de l'écologie politique.

Enfin, l'aggravation de la crise climatique, et l'impossibilité d'avoir un discours crédible sur la possibilité de tenir les objectifs de l'accord de Paris, au vu des émissions chinoises, indiennes ou américaines, ont enlevé aux écologistes une des bases de leur projet. La difficulté des écologistes à se saisir des enjeux d'adaptation, parfois perçu comme une démission par rapport à la nécessaire réduction des émissions, offre, là encore, une possibilité pour l'extrême-droite de se saisir de ces sujets (par exemple avec son plan climatisation) et d'apparaître comme le grand protecteur du peuple.

2025 : un contexte radicalement nouveau

La construction d'un projet social-écologique ambitieux et fédérateur est donc urgente.

En termes de contexte, l'équivalent de la révolution industrielle qui a impulsé l'émergence de la social-démocratie, serait, aujourd'hui, une combinaison complexe entre l'érosion notable du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires et la bifurcation écologique imposée par la dégradation accrue de l'environnement.

Toutes les études d'opinion le montrent : l'absolue priorité des Français est aujourd'hui leur pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas d'une demande théorique : l'envolée en 30 ans du coût des logements et de l'énergie, et l'inflation post-covid ont fortement réduit le « reste à vivre » qui permettait aux familles de boucler leur fin de mois sans trop de difficulté, voire de partir en vacances. En parallèle, ces ouvriers et employés, avec souvent deux salaires stables mais qui ne suffisent pas pour vivre confortablement, ont progressivement migré des centres urbains vers les périphéries, plus éloignés des services promis par la république. Cet éloignement géographique et social se traduit en frustration lancinante et génère un sentiment de déclassement constituant un élément politique déterminant.

L'addition de ces deux vecteurs, difficultés de pouvoir d'achat et perte de reconnaissance sociale, est un des principaux moteurs du vote RN aux dernières élections législatives[2], avec de manière frappante une territorialisation du vote en faveur de l'extrême-droite, dans les secteurs désindustrialisés et le pavillonnaire périurbain. Les études d'opinion et les recherches en sciences sociales et politiques sont légion pour montrer cette évolution de l'électorat. Elles notent, notamment, qu'au sein des Français des classes sociales du milieu (entre les 3e et 8e décile de revenus) qui font du pouvoir d'achat leur priorité, ceux ressentant un déclassement social et culturel ont voté RN, ceux n'ayant pas exprimé ce sentiment ont voté NFP.

Ce constat, largement partagé, aurait dû remettre la gauche dans le bon sens, générer une « re-prise » de conscience après les années Hollande. Au-delà de quelques frémissements, ce n'est guère le cas. Ni la social-démocratie socialiste adossée aux électorats culturels aisés des villes, ni la gauche écologiste, en grande difficulté pour parler pouvoir d'achat n'arrivent à répondre à ce déclassement.

Forte de ce constat, la social-écologie doit faire de la reconquête des classes moyennes et populaires sa priorité et ce n'est, évidemment, pas sans conséquences en matière de projet car elle doit concomitamment porter une bifurcation écologique urgente marquée par trois caractéristiques proches de celles observées à l'occasion de la révolution industrielle du 19e siècle :

→ *Cette bifurcation est structurée par la nécessité d'une révolution énergétique imposant de sortir des énergies fossiles, et de réduire considérablement notre consommation de matières premières ;*

→ *Elle requiert des investissements majeurs pour financer les transitions énergétique, industrielle, agricole, alimentaire, et pour adapter nos territoires aux nouvelles conditions écologiques, en particulier climatiques ;*

2 Études enquête électorale française-ENEF 2024 du Cevipof, et analyses des résultats des dernières élections législatives

→ *Elle impose de nouveaux efforts d'innovation, non pas pour améliorer la productivité des industries, de l'agriculture ou des services, mais pour réduire leur impact environnemental voire réparer les dégradations générées par plusieurs décennies de développement mal contrôlées.*

→ *Cependant, plusieurs différences entre le contexte actuel et celui de la révolution industrielle du siècle dernier nécessitent d'être soulignés :*

→ *La révolution énergétique actuelle ne signifie pas « plus d'énergie » mais « mieux d'énergie » pour sortir le plus vite possible des énergies fossiles.*

→ *L'investissement public est limité par le surendettement des États et des taux d'intérêts très élevés, imposant un recours massif à l'investissement privé.*

→ *Les innovations à promouvoir relèvent moins de la technologie que de l'organisation, de la sociologie et de la politique pour embarquer toutes les composantes de la société dans les transformations à mettre en œuvre.*

→ *Cet état de contraintes impose la formulation d'un projet marquant une rupture forte avec les politiques conduites ses dernières décennies :*

→ *Dans la mise en œuvre d'une véritable répartition des efforts à produire pour contrer la crise écologique, en reconnaissant la responsabilité plus importante des riches et des ultra-riches dans l'aggravation de cette crise du fait de leur niveau de consommation déraisonnable d'énergie, de biens et de services.*

→ *Dans l'instauration d'un régime de justice et de solidarité pour corriger les inégalités qui n'ont fait que s'aggraver depuis la révolution industrielle et qui prennent avec la crise écologique un tour nouveau, les classes moyennes et modestes étant les plus exposées à la crise écologique, alors même qu'elles vivent dans une forme de sobriété contrainte par la baisse de leur reste à vivre.*

Cette érosion du reste à vivre des petites classes moyennes est probablement le point sur lequel se jouera la crédibilité du projet social-écologiste. Nous en connaissons les principales raisons, notamment le détournement des richesses créées par le travail vers le capital, en conséquence de la prise de pouvoir du capitalisme financier sur l'économie à la fin du XXe siècle. Mais d'autres facteurs ont joué un rôle-clef, en particulier depuis les années 90, l'augmentation rapide du prix des logements, rendant de plus en plus difficile l'accès à la propriété, chassant les petits classes moyennes des centres urbains, mais enrichissant aussi les classes moyennes supérieures dont le capital immobilier a vu sa valeur s'envoler.

On peut ainsi parler d'une sorte de « deal » entre grand capital et CSP+, y compris dans les choix électoraux très clairement illustrer par la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017. Cette évolution a aussi renforcé les blocages sociétaux, la classe de « possédants » finalement assez large et donc puissante électoralement, refusant une nouvelle répartition par l'impôt sur le revenu ou une taxation accrue des héritages. Repenser les leviers fiscaux et définir des politiques publiques permettant ce rééquilibrage est le chantier majeur de la social-écologie. Et il est illusoire de penser pouvoir se contenter de taxer les ultra-riches… Il faudra aussi interpeller les 20 à 30% de la population les mieux installés, dont les profits augmentent, conduisant à une reproduction sociale de plus en plus fermée.

Nous le disons donc clairement, c'est bien en répondant aux demandes de pouvoir d'achat et de restauration du « reste à vivre » des classes populaires et moyennes que nous pourrons les détourner de l'extrême-droite. Il ne peut y avoir ici de tabous dans les mots, parler de « pouvoir de vivre » plutôt que de « pouvoir d'achat » peut paraitre juste sur le fond mais est redoutable dans la distance que nous créons ainsi, par notre langage, vis-à-vis de ceux qui ont du mal à finir leur mois. Pour autant, nous restons convaincus que nos concitoyens ne sont pas uniquement des consommateurs, que les solidarités, les liens culturels ne reposent pas uniquement sur les niveaux de revenus. Nous n'allons pas non plus nous interdire de critiquer des consommations néfastes, ce serait absurde ! Nous sommes ainsi porteurs d'une nécessaire réflexion sur nos modes de vie. Notre projet doit continuer à proposer un sens collectif aux activités humaines, mais sans donner le sentiment qu'il n'est que celui d'un groupe bien installé dans la société, éloigné du quotidien de la majorité des habitants.

Le contexte de 2025, c'est aussi une crise démocratique préoccupante, marquée par une polarisation des positions entre extrêmes, et par une désillusion croissante des citoyennes et citoyens qui, face à un avenir peu enthousiasmant voire angoissant, n'attendent plus rien de la classe politique, qu'ils considèrent déconnectée des réalités quotidiennes, les conduisant à déclarer que « ceux qui nous représentent ne connaissent rien à nos vies »[3].

3 Extrait d'interview d'un citoyen réalisée par France Inter à l'occasion de la journée « Bloquons tout » le 10.09.2025.

Les extrêmes dominent, et pourtant, affaiblissent considérablement le débat politique, en ne proposant que des explications et des solutions simplistes :

→ *Extrême droite populiste faisant croire aux classes populaires qu'elles sont menacées par des plus pauvres, noirs, arabes, immigrés, rejetant donc sur l'étranger la responsabilité de tous les maux et laissant croire que l'autorité au service des « vrais » français permettraient de résoudre tous leurs problèmes ;*

→ *Extrême gauche guère moins populiste proposant une redistribution autoritaire des richesses comme « la » solution, sans approfondir la réflexion sur la transformation profonde des modes de production et de consommation.*

→ *Extrême centre campé sur l'impératif maintien de la croissance pour permettre aux détenteurs du capital de continuer à créer la richesse nécessaire au financement de quelques inflexions réputées acceptables (par les dominants) pour amortir les effets de la crise écologique et continuer à promettre le ruissellement de ces richesses vers les plus démunis.*

Cette simplification et cette polarisation conduisent logiquement à une approche de plus en plus violente de la politique et de la relation entre les dirigeants et le grand public. Sans atteindre, bien heureusement, le niveau de violence observée aux États-Unis où se multiplient les assassinats de personnalités politiques des camps opposés, la situation en France se dégrade de manière préoccupante : menaces proférées voire agressions à l'encontre de certains élus par des citoyens mécontents, pression sur des journalistes, invectives récurrentes en lieu et place de débats constructifs et manifestations violentes avec dégradations sur la voie publique.

Surtout, nous sommes en train de perdre la signification première de la démocratie : négocier collectivement un projet de société, identifier des représentant. es pour porter et mettre en œuvre ce projet, assurer un contrôle citoyen sur cette mise en œuvre pour apporter les améliorations et inflexions nécessaires au projet afin qu'il réponde au mieux aux aspirations de la collectivité en s'adaptant continuellement aux changements de plus en plus complexes et rapides dans lequel ce projet devrait s'épanouir. Alors que l'instauration d'élections proportionnelles est une vieille proposition de la gauche, nous montrons de moins en moins notre capacité de dialogue et de compromis politique, pourtant au cœur de l'idée de proportionnelle.

La social-écologie : radicalité de fond et amabilité de forme

La social-écologie doit adopter un discours très social, pour un changement radical (au sens premier de prendre le problème à la racine) de la répartition des richesses, et donc faire du pouvoir d'achat une priorité fondamentale, sans pour autant écarter la nécessité d'accélérer la bifurcation écologique.

Faire du pouvoir d'achat une priorité nécessite en particulier une remise à plat en profondeur des processus redistributifs. Et cela ne se réduit pas à augmenter le SMIG. Il convient d'aller plus loin que les mesures évoquées dans le programme du NFP, et surtout de dépasser les seules mesures concernant les plus précaires, mesures bien évidemment nécessaires mais certainement pas suffisantes. Dans cette logique, il nous semble nécessaire de prendre en compte quelques principes fondamentaux :

→ *L'augmentation du SMIC est une mesure socle de la gauche, mais elle doit, pour éviter la « smicardisation » du salariat, être complétée par un système progressif d'exonération des charges sociales. La valorisation des salaires jusqu'à deux fois le SMIC est aussi un enjeu social majeur.*

→ *L'augmentation du point d'indice des fonctionnaires et son indexation sur l'inflation, dont nous n'ignorons pas le poids pour les finances publiques, est une priorité incontournable, y compris pour l'attractivité de la fonction publique.*

→ *La restructuration du régime général des retraites doit être fondée sur la durée des cotisations et non sur un âge de départ, qui favorise mécaniquement les études longues et donc les classes supérieures dont les retraites se retrouvent financées par les salariés modestes. Personne ne devrait avoir à travailler après avoir obtenu le nombre de trimestres lui permettant une retraite à taux plein.*

A côté de ces principes structurant, il faut proposer une série de mesures ciblant le pouvoir d'achat des classes moyennes pour signifier à ces catégories qu'elles sont au cœur des priorités de la social-écologie :

→ *L'accompagnement de l'accession à la propriété (taux zéro, défiscalisation des intérêts, …) permet de desserrer le premier budget des ménages. Pour éviter que ces mesures ne dopent le prix de l'immobilier, cette politique doit être accompagnée d'une reprise forte de la construction dans le parc privé et public et une offre locative, autant urbaine que rurale, tournée vers les classes moyennes et pas seulement les ménages les plus modestes.*

→ *En matière de soutien à la transition énergétique, les politiques menées depuis quelques années ont clairement abandonné les classes moyennes pour se centrer sur les ménages les plus modestes (taux de prise en charge de ma prime-rénov très différenciée suivant les revenus, leasing social de véhicules électriques…). Cette politique aberrante, dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, a fortement freiné la transition écologique, ce qui se traduit par un ralentissement dans la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre en 2024. Elle a aussi fragilisé les secteurs économiques les plus engagés dans la transition (fabrication des pompes à chaleur, production des véhicules électriques, installation de panneaux photovoltaïques…). Sans nier le coût important d'un changement de stratégie, nous proposons que les financements publics facilitant l'achat de pompes à chaleur ou de véhicules électriques, et encourageant vraiment la rénovation globale des logements soient dirigés vers les classes moyennes par un système combiné de subvention et de prêt bonifiés (y compris en reconsidérant les plafonds de taux d'endettement des ménages).*

→ *L'absence, aujourd'hui, d'aide à la mobilité électrique impose une remise à plat de l'intervention publique. Si les ZFE (zone à faibles émissions) résultaient d'une décision politique forte, totalement justifiée par des enjeux majeurs de santé publique, elles ont été très mal perçues par les classes moyennes, en incapacité de changer de véhicule, et se considérant victimes d'une double peine : interdites d'entrer dans les villes dont elles avaient déjà été chassées par le prix de l'immobilier. L'exploitation politique des ZFE par l'extrême droite et les populistes (les « gueux » d'Alexandre Jardin) est symptomatique de cette situation, et seule une politique volontariste de soutien à la transition électrique du parc automobile pour les classes moyennes peut la rendre acceptable.*

Évidemment, il s'agit aussi de lutter contre le sentiment de relégation et d'abandon, par le maintien d'une présence équilibrée des services publics sur tout le territoire, et d'une offre suffisante de transports collectifs. La répartition de l'offre de soins notamment est une priorité absolue, le sentiment de rupture de l'égalité républicaine face aux problèmes de santé est un élément déterminant de l'effritement de la cohésion de nos sociétés, nourrissant fortement la frustration et la colère, constituant un des creusets de l'extrême-droite. Il faut ici assumer des politiques fermes et ambitieuses, imposant la répartition des médecins sur le territoire et renforçant les structures hospitalières des villes moyennes. La reconstruction d'une grande politique de santé, dans un pays qui a construit son modèle de vivre-ensemble sur la protection sociale, doit être une priorité politique de la social-écologie.

Enfin, et ce n'est pas le plus simple, il ne peut y avoir de reconquête des classes moyennes sans la reconstruction d'un lien culturel rompu par maladresse ou par un vrai mépris de classe… Se lever tôt, travailler tard pour permettre à sa famille un petit jardin dans une petite ville de périphérie n'est pas le comble de la beaufitude et mérite le respect. La convivialité d'un barbecue ne peut être réduite à l'expression d'un masculinisme débridé ! Une certaine gauche s'est ainsi coupée de milieux populaires qui lui étaient autrefois acquis. Elle doit se remettre en cause, ne pas ignorer les cultures populaires et de la réalité des loisirs collectifs… et ne pas laisser le karaoké et Joe Dassin au Rassemblement National !

Mais soyons aussi très clairs : il ne s'agit pas pour autant de verser dans le conservatisme sociétal ambiant. L'égalité femme-homme, le droit à sa sexualité sont des luttes centrales de notre histoire, que continue de porter la social-écologie, héritière de tous les mouvements émancipateurs. Le mariage pour tous, sous le quinquennat de François Hollande, l'inscription de l'IVG dans la constitution portée par les groupes parlementaires de gauche, sont nos victoires, et nous devons rester très fermes et mobilisés pour poursuivre ces combats, ou tant reste à faire alors que les réactionnaires sont plus puissants et influents que jamais.

Cette ré-interrogation amène aussi à abandonner certaines expressions ou slogans inacceptables pour nombre de Français. Le concept de décroissance notamment est redoutablement excluant pour tous ceux à qui on demande d'investir dans une chaudière bas-carbone alors qu'ils peinent à payer leur facture d'énergie. Les stigmatisations sur l'usage de la « bagnole » sont impossibles à accepter par ceux qui vivent avec deux adolescents dans les bourgs ou les zones rurales où les activités sportives et culturelles sont réparties sur les communes alentours. Et même, les attaques sur les vacances en avion peuvent être particulièrement insupportables pour tous ceux qui ont les moyens, exceptionnellement, d'aller visiter les pyramides, qui ont le droit d'en rêver, et qui ont le sentiment que ceux qui les stigmatisent ont déjà largement profité de l'avion pour des voyages d'études ou leurs propres vacances.

La social-écologie porte ainsi un discours de rupture avec une certaine tradition de l'écologie politique, stigmatisante et moralisante, jouant sur la peur à travers les discours d'effondrement et qui, de fait, a échoué à faire évoluer massivement les comportements. Cela n'empêche pas de proposer des politiques publiques ambitieuses pour répondre à la hauteur des défis environnementaux, qui reste une de nos priorités absolues, mais avec un changement très important dans la manière de s'adresser à nos concitoyens.

Ainsi, la social écologie doit instaurer les conditions qui permettent aux citoyennes et citoyens d'engager les changements dans leur mode de vie – leur façon d'habiter, de se déplacer, de manger, de se divertir – pour contribuer à leur échelle à la concrétisation de la bifurcation écologique aussi urgente que nécessaire. En proposant ces politiques publiques facilitatrices, la social écologie promeut l'idée que « quand on peut, on veut », inversant ainsi l'injonction culpabilisatrice et inefficace du « quand on veut, on peut » !

Ce nouveau projet est aussi une remise en cause claire de la stratégie du Parti socialiste des années Hollande, théorisée à l'époque par Terra-nova, qui considérait que les classes moyennes et populaire n'étaient plus l'objet principal du projet social-démocrate. Nous mesurons, 20 ans après, les redoutables conséquences de ce choix, ouvrant large un espace électoral pour l'ascension du Rassemblement national. En tirant un bilan sans concession des faiblesses des offres politiques de gauche de ces 20 dernières années, la social-écologie veut se poser en rempart contre la progression de l'extrême-droite.

La social écologie : une réponse ambitieuse et complexe

La social-écologique, pensée comme un projet politique de gauche, novateur et fédérateur, est une proposition nécessairement ambitieuse et complexe.

L'ambition est de conduire la bifurcation écologique, avec une radicalité (au sens de prendre le problème à la racine) indispensable au respect des limites planétaires, tout en corrigeant les disparités économiques et sociales résultant de plusieurs décennies de capitalisme et de libéralisme débridé au profit des plus riches évidemment mais aussi des classes moyennes supérieures, disparités qui minent la cohésion de nos sociétés.

La complexité du projet réside dans l'urgente nécessité de conduire la bifurcation, en mode contraint – moins de consommation d'énergie et de matières premières, moins d'argent public pour financer les changements -, tout en proposant plus de justice et plus de solidarités locales, nationales et internationales.

Cette ambition de transformation en mode contraint, emporte un enjeu majeur de négociation entre les différentes composantes de la société – institutions publiques et acteurs privés, riches et pauvres, urbains et ruraux, etc. – pour instaurer une logique de « responsabilité commune et différenciée » dans laquelle chacune et chacun doit contribuer à proportion de ses impacts passés et actuels. En cela, la social écologie entend redynamiser la lutte des classes, en soulignant que les plus riches doivent produire des efforts plus importants en matière de sobriété, mais aussi contribuer plus significativement au financement des transformations nécessaires. Le projet nécessite aussi de veiller à ce que les classes moyennes s'engagent également dans la mise en œuvre des transformations à opérer, même si leur mode de vie contraint par la contraction de leur reste à vivre ne leur offre que des marges de manœuvre limitées. Il ne s'agit pas pour autant d'oublier les catégories les plus précaires qui doivent bénéficier d'un filet de sécurité renforcé. L'accès au logement et aux soins, le retour à l'emploi sont des politiques essentielles et, par essence, des priorités de la gauche.

La négociation doit aussi intégrer une complexité temporelle majeure : les efforts à produire aujourd'hui, en particulier en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ne se traduiront par des améliorations significatives des conditions de vie qu'au bénéfice des générations à venir.

Ainsi, la social-écologie impose l'instauration d'une nouvelle doctrine de la démocratie et une nouvelle philosophie de la justice et de la solidarité, donc un nouveau système politique pour à la fois, porter les transformations radicales nécessaires, proposer un apaisement des débats indispensable à l'aboutissement des négociations complexes des efforts à produire par toutes et tous, aujourd'hui pour demain.

Quand la social-démocratie s'est construite dans un monde qui était régit, d'abords et essentiellement, par les rapports de travail, la social-écologie doit prendre en compte le fait que les enjeux actuels se sont multipliés et complexifiés, et qu'au-delà des inquiétudes découlant de la mauvaise répartition de la richesse, apparaissent des préoccupations sur l'avenir de la planète, sur l'identité collective, sur le sens à donner à la nation[4] dont la définition la plus claire reste celle proposée par Ernest Renan au XIXe siècle « le vouloir vivre-ensemble ».

Enfin, ces enjeux politiques s'inscrivent dans la complexité du monde, la montée des nationalismes, les crises environnementales planétaires, les compétitions sur l'accès aux matières premières. Aussi, il ne peut y avoir de social-écologie sans multilatéralisme, tant le niveau national n'a pas la capacité de résoudre ces grandes crises. Le repli souverainiste est une illusion face à ces enjeux.

La social-écologie porte donc la restauration du multilatéralisme comme un enjeu majeur, s'appuyant sur deux priorités :

Le renforcement de l'Union européenne, comme puissance régulatrice à l'échelle mondiale, devant conserver son leadership sur les négociations climatiques et environnementales, et sur le respect des droits humains. Ce renforcement passe aussi par l'amélioration de ses processus démocratiques, une place accrue du citoyen et l'abandon des vétos nationaux.

La définition de cadres efficients de répartition des richesses entre pays développés (dont aujourd'hui la Chine) et pays en développement, à travers des échanges économiques justes, et leur nécessaire accès au financement de leur transition écologique au bénéfice d'un développement soutenable.

Partir du territoire

Une des conditions de réussite de ce nouveau système politique est sa capacité à comprendre la réalité de la vie quotidienne des citoyennes et citoyens. Pour répondre à cet impératif de reconnexion entre le peuple et les responsables politiques, la construction de ce nouveau projet politique gagnerait donc à partir des territoires.

Le territoire est, potentiellement, le creuset d'un débat apaisé, ancrer dans les réalités locales et pouvant faire entendre la voix de toutes les composantes de ce territoire : habitantes et habitants, usagers, visiteurs. Il convient cependant de ne pas isoler ce territoire du reste du pays et du reste du monde et de bien conduire les débats en considérant la place de ce territoire (et de ces acteurs) dans le concert national, européen et international.

La social-écologie porte ainsi un projet fort de renforcement de l'autonomie des territoires, en tirant le bilan d'une décentralisation restée au milieu du gué, et qui est aujourd'hui confrontée au retour de l'administration préfectorale (y compris par la remise en cause des agences dédiées, notamment environnementales).

Plusieurs chantiers de relance des processus de décentralisation sont nécessaires :

→ *Le fédéralisme différencié et le transfert de nouvelles compétences aux régions comme collectivités planificatrices, imposant de revoir le découpage régional.*

→ *Le renforcement de l'intercommunalité, et l'enjeu démocratique d'un scrutin électoral direct.*

→ *La place du département devenu collectivité-guichet de l'aide sociale.*

→ *L'autonomie fiscale et le mode de calcul de l'endettement des collectivités, les investissements de transition nécessitant d'être comptés de manière spécifique.*

→ *La solidarité entre territoires et leur participation aux grandes politiques de transition, à travers une réforme des dotations globales de fonctionnement.*

4 Pierre Rosanvallon dans l'émission « Les matins de la culture » du 11 septembre 2025

La social-écologie : un projet concret pour notre pays

La concrétisation opérationnelle de la social écologie passe par la mise en œuvre de plusieurs grands chantiers :

→ *Redistribuer les richesses et répondre aux attentes des classes moyennes et populaires pour un revenu décent, des conditions de vie satisfaisante et une réinsertion dynamique dans la société (mettre fin au déclassement) ;*

→ *Accélérer la transition énergétique, la mutation des systèmes de production et la transformation de l'organisation des territoires pour atteindre la neutralité carbone et accélérer l'adaptation à un inéluctable +4° en France en 2100.*

→ *Rééquilibrer les contributions au financement de la bifurcation écologique et de la solidarité en mobilisant les plus riches et les classes moyennes supérieures, et réduire les écarts de revenus et de capitaux entre les catégories sociales ;*

→ *Restaurer et dynamiser les services publics essentiels – éducation, santé, justice, sécurité, culture, sport – pour (ré)installer des conditions de vie et d'épanouissement de toutes et tous, dans une société juste, sûre et apaisée.*

→ *Renforcer la place de la France dans la construction d'une Europe également engagée dans la concrétisation du projet social-écologique, et dans la promotion de la sécurité et de la paix dans une Europe porteuse de solidarité, à l'intérieur et au-delà de ses frontières.*

La bonne réalisation de ces chantiers nécessite de promouvoir un récit positif, prospectif, rassembleur (non-culpabilisant pour les classes moyennes et populaires) soulignant l'intérêt (autant que la nécessité) de la bifurcation écologique associée à la réduction significative des inégalités de ressource et de reste à vivre, mais aussi d'accès aux services, de santé, d'éducation et à la culture.

Surtout, cette concrétisation du projet social-écologique impose de réorganiser en profondeur le système politique :

→ *Pour instaurer des dispositifs permettant de recueillir régulièrement les attentes des différentes catégories sociales et des différents acteurs de la société, avec une attention particulière à porter aux paroles et attentes des jeunes ;*

→ *Pour apporter la preuve que ces attentes sont entendues et sérieusement prises en compte dans la négociation des politiques publiques à mettre en œuvre ;*

→ *Pour consolider les mécanismes de « contrôle citoyen » imposant aux élu.es et autres représentant.es des institutions publiques de rendre compte de la mise en œuvre des politiques (à partir de l'évaluation objective de leurs impacts).*

→ *Pour développer l'éducation à la démocratie, la culture de la négociation et de la responsabilité.*

COMMENT CONTRIBUER ?

La contribution est ouverte à tous, vous pouvez réagir par mail et nous adresser vos remarques sur contact@esnt.fr

La rédaction finale, à partir de ces contributions, ouvertes jusqu'au 15 février 2026, sera élaborée sous la responsabilité d'ESNT.

Aussi, si la démarche vous intéresse, nous ne pouvons que vous inciter à nous rejoindre en adhérant sur le site d'ESNT : ensemblesurnosterritoires.fr. Mouvement politique de rassemblement, ESNT accepte l'adhésion de personnes membres d'autres partis. Nous vous proposons dans ce cas un statut de « membre associé » qui vous permettra de ne pas être en situation de double appartenance, refusée par certains partis.

ensemble sur nos territoires